

Unité départementale de l'Essonne  
Cité administrative  
Boulevard de France  
91012 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

EVRY-COURCOURONNES, le  
12/12/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **PROLOGIS PLESSIS PÂTE 2**

42 rue Washington  
75008 PARIS

Code AIOT : 0006507325

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2022 dans l'établissement PROLOGIS PLESSIS PÂTE 2 implanté ZAC de la Tremblaie Ilot A lot G 91220 LE PLESSIS PATE. L'inspection a été annoncée le 16/11/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- PROLOGIS PLESSIS PÂTE 2
- ZAC de la Tremblaie Ilot A lot G 91220 LE PLESSIS PATE
- Code AIOT : 0006507325
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant SCI PROLOGIS PLESSIS-PATE exploite un entrepôt composé de 4 cellules au Plessis-Pâté. Les 4 cellules sont louées à la société STACI qui entrepose du matériel utlie à la pose de réseau internet ( antennes, câbles, ...)

Le site dispose d'un local sprinkler, deux chaudières et d'un transformateur.



## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Séparateur HCT	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 1.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
3	Vanne d'isolement	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art. 6	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
4	Volume rétention EI	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.11	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
6	Extinction automatique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
7	Moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.13	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
15	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.9	/	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
21	Exercice incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 13	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des EP	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 1.6.4	/	Sans objet
5	Convention de rejet	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 1.6.4	/	Sans objet
8	Vérification électrique	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.15	/	Sans objet
9	Registre déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2	/	Sans objet



N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
10	Disconnecteurs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 1.6.2	/	Sans objet
11	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art. 1.4.I	/	Sans objet
12	Accessibilité au site	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.3.1	/	Sans objet
13	Désenfumage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 5	/	Sans objet
14	Evacuation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.14	/	Sans objet
16	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.12	/	Sans objet
17	Formation du personnel	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 13	/	Sans objet
18	Plan de défense incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 23	/	Sans objet
19	Foudre	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 15	/	Sans objet
20	Mesures acoustiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 24.3	/	Sans objet
22	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article art 2	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate que le locataire ne s'est pas complètement approprié le plan de défense incendie rédigé par l'exploitant. Des procédures existent mais sont encore mal connues de l'exploitant. L'exploitant est tenu de s'assurer que les conditions de stockage soient respectées par son locataire. Une attention particulière devra être portée sur les documents de vérification des moyens d'extinction.



Aussi, l'inspection des installations classées propose à Monsieur le Préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter :

- le point 9 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en respectant les conditions de stockage notamment concernant la distance de 1m entre les parois de l'entrepôt et les stockages en masse sous 1 mois
- le point 13 de l'Annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 en réalisant un exercice incendie sous un délai de 3 mois.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Séparateur HCT

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés ou tout autre dispositif d'effet équivalent. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.
<b>Constats :</b> Par mail en date du 15/11/22, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivi de déchets suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- n°BSD 20220727-15ZCPTRG4, 5 tonnes issues de la vidange des eaux hydrocarbures destinataire SITREM (Noisy-le-Grand), prise en charge par le transporteur CIG le 10/08/2022.</li><li>- n°BSD 20220811-299YZR5DC, 5 tonnes issues de la vidange des eaux hydrocarbures destinataire SITREM (Noisy-le-Grand), prise en charge par le transporteur CIG le 11/08/2022.</li><li>- n°BSD 20220830-954STJXQE, 8 tonnes issues de la vidange des eaux hydrocarbures</li></ul> Ce BSD n'est pas complet <ul style="list-style-type: none"><li>- n°BSD S0287-5779694-1.1.1-1, eaux hydrocarbures, prise en charge le 6/9/2021.</li></ul> Ce BSD n'est pas complet
L'inspection constate que l'entretien du séparateur hydrocarbures a été réalisé pour l'année 2022. Pour autant, l'inspection attend un retour de l'exploitant concernant les BSD édités à un jour d'écart et les BSD incomplet.
Enfin, l'exploitant n'a pas répondu à la non conformité NC 3.1 concernant la justification du bon dimensionnement du séparateur HCT. L'inspection attend des éléments pour lever ce point.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 2 : Contrôle des EP

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les eaux pluviales susvisées rejetées respectent les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- pH compris entre 5,5 et 8,5 ;</li><li>- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur ;</li><li>- l'effluent ne dégage aucune odeur ;</li><li>- teneur en matières en suspension inférieure à 100 mg/l ;</li><li>- teneur en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l ;</li><li>- teneur chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) inférieure à 300 mg/l ;</li><li>- teneur biochimique en oxygène sur effluent non décanté (DBO5) inférieure à 100 mg/l.</li></ul>
<b>Constats :</b> Par mail en date du 15/11/22, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des eaux pluviales rédigé par le bureau VERITAS (rapport n° 797621 8744989 002 003 001) en date du 23/11/21. Les résultats sont conformes.  L'exploitant répond à la non conformité NC 3.7 demandant la transmission du rapport de mesures justifiant l'emplacement de l'exutoire de rejet du réseau d'eaux pluviales et le point de prélèvement qui a été retenu pour faire les mesures relevée lors de la dernière visite du 25/03/2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 3 : Vanne d'isolement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art. 6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vanne d'isolement
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et à partir d'un poste de commande. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> Par mail en date du 15/11/22, l'exploitant a transmis les documents de vérification de la vanne martelière réalisée par la société SESEM en date du 11/10/21. Le rapport indique que le fonctionnement de cette vanne est conforme.  Il transmet également un bon de commande pour le remplacement du servomoteur de cette vanne en date du 5/04/22.  L'inspection constate que cette vanne est correctement entretenue et identifiée.  L'exploitant présente la procédure d'utilisation de cette vanne présente dans le plan de défense incendie (PDI). Le locataire STACI n'a pas connaissance de cette procédure et de sa mise en œuvre.  L'exploitant est tenu de s'assurer que son locataire s'est approprié l'ensemble des procédures du PDI.  La vanne est actionnable localement et à distance. L'exploitant répond à la non conformité NC 3.3 relevées lors de la dernière visite du 25/03/2015.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



#### N° 4 : Volume rétention EI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes aux cellules de stockage. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 25 mars 2015, la non conformité suivante a été relevée : L'exploitant n'a pas justifié du volume d'eaux d'incendie pouvant être retenu sur site, à savoir 960 m3 (NC 3.6 _ art. 3.2 / Chap I / Titre 3 / AP 16.11.2000) L'exploitant doit transmettre la note de calcul du cabinet de géomètre justifiant le volume d'eaux incendie requis pour être retenu sur site.  Par courrier du 25 août 2015, l'exploitant a déclaré qu'un cabinet de géomètres est intervenu pour évaluer le volume d'eaux d'incendie pouvant être retenu sur le site mais il n'avait pas encore rendu son rapport.  L'inspection est toujours en attente de ce rapport.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Convention de rejet

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Autre, Convention de rejet
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> En cas de rejet dans un ouvrage collectif de collecte, le débit maximal et les valeurs limites de rejet sont fixés par convention entre l'exploitant et le gestionnaire de l'ouvrage de collecte.
<b>Constats :</b> Lors de la visite du 25 mars 2015, la non conformité suivante a été relevée : L'exploitant n'a pas justifié de la convention préalable, avec le gestionnaire du réseau, autorisant le rejet dans un ouvrage collectif. (NC 3.8 / art 6.4 _ chap I _ titre 3 _ AP 16/11/2000)  L'exploitant déclare que malgré les relances faites auprès de la communauté d'agglomération de Grand Paris Sud, il était toujours dans l'attente d'un diagnostic permettant l'établissement de cette convention.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale



## N° 6 : Extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Sprinklage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p> <p><b>Constats :</b> Lors de la visite du 25 mars 2015, la non conformité suivante a été relevée :          "Le compte-rendu de vérification semestrielle du sprinkler mentionne des non-conformités à lever au plus vite (NCN4.1)          L'exploitant doit transmettre une copie du dernier rapport de sprinklage pour valider l'ensemble des dispositions."</p> <p>Par mail en date du 15/11/22, l'exploitant transmet les documents suivants :          - le rapport Q1 en date du 27/6/22.          1 non conformité avec risque de mise en échec est relevée " Respecter une cheminée d'appel de 15 cm entre les doubles racks de stockage (mettre en place des butées mécaniques)." (NC déjà relevée le 19/12/19)          9 remarques qui ne mettent pas en échec l'installation, certaines étant relevées depuis longtemps.          - Rapports d'entretien des 3 premiers trimestres 2022 (5 avril, 30 juin et 18 octobre) rédigés par la société UXELLO. Ces vérifications concernent la source B1 (réserve + poste de contrôle)          - Rapport de visite groupe motopompe diesel B2 en date du 30/8/21 par UXELLO.          Quelques observations sont notées.</p> <p>Concernant la non conformité relevée dans le Q1 et concernant le respect de la cheminée d'appel de 15 cm, l'inspection constate lors de la visite que cette distance n'est pas toujours respectée notamment dans le bas des racks. L'exploitant devra porter une attention particulière sur ce point.</p> <p>L'exploitant déclare qu'il n'existe qu'une seule source B1 pour le sprinklage.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le rapport de visite du groupe diesel B1. Ce rapport est à transmettre à l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 7 : Moyens d'intervention en cas d'accident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, moyens d'extinction
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que : a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.  Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.  L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) : - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ; - de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;  [...]  En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.  <b>Constats :</b> Suite à la visite du 25 mars 2015, une non conformité a été relevée : Le rapport de vérification des extincteurs mentionne 8 appareils hors services. Un devis de complément ou de remplacement des extincteurs défectueux a été établi par la société France Incendie, le jour de la vérification mais non encore commandé par l'exploitant. (NC 4.1 / art 71 / chap V / titre 3 / AP 16/11/2000) Il est attendu pour répondre à cette non conformité, une copie du dernier rapport de vérification des extincteurs.  Lors de la visite, l'exploitant indique qu'il a en charge la vérification du système de sprinklage, des RIA, des poteaux incendie et du désenfumage. Le locataire a en charge la vérification des extincteurs, des BAES, des porte coupe feu. L'ensemble des vérifications sont transmises à l'exploitant.  Par mail en date du 15/11/22, l'exploitant a transmis : - le rapport de vérification des RIA rédigé par UXELLO en date du 1/07/22. Il est relevé qu'il manque une vanne de barrage sur tous les RIA L'inspection constate, lors de l'inspection, que les vannes de barrage ont été mises en place. Lors de la visite, l'exploitant déclare qu'il existe 5 poteaux incendie autour du site appartenant à la commune. Un courrier a été envoyé à la mairie afin de faire le point sur les débits disponibles de



ces poteaux incendie.

Le locataire présente les documents suivants lors de l'inspection :

- la vérification des extincteurs en date du 21/10/21 réalisée par la société Chronofeu ainsi que la levée de réserve en date du 3/03/22.
- la vérification des BAES en date du 1/04/21 réalisée par la société Chronofeu ainsi que la levée de réserve en date du 16/11/21. L'ensemble des anomalies ont été corrigées.
- la vérification des portes coupe-feu en date du 8/07/21 réalisé par la société Promat. Le locataire présente l'avis de passage mais déclare qu'il n'a jamais reçu le rapport de vérification malgré les relances. La prochaine vérification est programmée le 29/11/21.
- la vérification du SSI en date du 19/07/21 réalisé par la société Promat. De même, le locataire présente l'avis de passage mais n'est pas en mesure de présenter le rapport.

L'exploitant est tenu de transmettre les rapports de vérification du SSI et des portes coupe-feu.

Par sondage dans la cellule 4, l'inspection a constaté que les RIA, les extincteurs et les systèmes de désenfumage contrôlés portent la bonne date de vérification.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 8 : Vérification électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification électrique
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>A proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique générale ou de chaque cellule.</p> <p>L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.</p> <p><b>Constats :</b> Ce point a fait l'objet d'une remarque relevée lors de la visite du 25 mars 2015 : Le rapport de contrôle des installations électriques mentionne 18 non conformités dont 4 ont fait l'objet d'un traitement, en date du 20/10/2014. (RQ 4.1)</p> <p>La vérification des installations électriques est à la charge du locataire. Lors de la visite, le locataire présente :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de vérification électrique des cellules 1 et 2 rédigé par le bureau d'études SOCOTEC et réalisé entre le 24/3/22 et le 31/3/22 (réf 908AO/IE/22/1847)</li> </ul> <p>Quelques observations sont relevées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de vérification électrique des cellules 3 et 4 rédigé par le bureau d'études SOCOTEC et réalisé entre le 24/3/22 et le 1/04/22 (réf 908AO/IE/22/1848)</li> </ul> <p>Quelques observations sont relevées</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le certificat Q18 issu de ces vérifications</li> </ul> <p>Le Q18 conclut que l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le rapport de thermographie en date du 24/4/22 rédigé par le bureau d'études SOCOTEC ( réf 908AO222148)</li> </ul> <p>Aucune anomalie relevée</p> <p>Le locataire déclare qu'une traçabilité des réparation est réalisée directement sur le rapport de SOCOTEC par son électricien ARELEC.</p> <p>La remarque RQ 4.1 relevée lors de la dernière inspection en date du 25/3/15 peut être levée.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Registre déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le registre des déchets sortants contient au moins les informations suivantes :</p> <p>a) Concernant la date de sortie de l'installation :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de l'expédition du déchet ;</li> </ul> <p>b) Concernant la dénomination, nature et quantité :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la dénomination usuelle du déchet ;</li> </ul>



- le code du déchet sortant au regard de l'article R. 541-7 du code de l'environnement ;
- s'il s'agit, de déchets POP au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le code du déchet mentionné aux annexes VIII et IX de la Convention de Bâle susvisée ;
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets mentionnés aux articles R. 541-45 du code de l'environnement et R. 1335-4 du code de la santé publique ;
- la quantité de déchet sortant en tonne ou en m3 ;

c) Concernant l'origine du déchet :

- l'adresse de l'établissement ;
- l'adresse de prise en charge lorsque celle-ci se distingue de l'adresse de l'établissement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du producteur initial du déchet, ou, lorsque les déchets apportés proviennent de plusieurs producteurs, le ou les codes INSEE de la commune de collecte des déchets ;

d) Concernant la gestion et le transport du déchet :

- la raison sociale et le numéro de SIREN de l'éco-organisme si le déchet est pris en charge par un éco-organisme mis en place dans le cadre d'une filière à responsabilité élargie du producteur définie à l'article L. 541-10-1 du code de l'environnement ;
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;

e) Concernant la destination du déchet :

- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement vers lequel le déchet est expédié ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

**Constats :** Ce point a fait l'objet d'une non conformité lors de la visite du 25 mars 2015 :

L'exploitant doit tenir à jour un registre chronologique avec traçabilité où sont consignés tous les déchets sortants. (NC 5.1)

Lors de la visite, le locataire présente le registre déchets de son installation, généré par l'application Trackdéchets et comporte l'ensemble des informations requises. L'inspection constate que les déchets générés sont des DIB et du bois.

Les informations concernant les déchets liés à l'entretien du séparateur hydrocarbures sont gérées par PROLOGIS.

PROLOGIS compile l'ensemble de ces déchets lors de la déclaration GEREP.

La non conformité NC 5.1 relevée lors de la dernière inspection en date du 25/3/2015 peut être levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



## N° 10 : Disconnecteurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 1.6.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution des eaux
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Par ailleurs, un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique ou dans les nappes souterraines.</p> <p>Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet de vérifications au moins annuelles.</p>
<p><b>Constats :</b> Par mail en date du 15/11/22, l'exploitant a transmis le rapport de vérification du disconnecteur avec le réseau eau potable réalisé par la société CSTB en date du 6/12/21. Aucune remarque n'a été relevée.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant déclare qu'il n'existe qu'un seul disconnecteur sur le site au niveau de l'arrivée d'eau potable.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 11 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art. 1.4.I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etat des stocks
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, le locataire présente l'état des stocks en date du 14/11/2022. Cet inventaire précise le stockage par cellule et par rubrique de la nomenclature ICPE.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 12 : Accessibilité au site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité au site
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.  Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.  Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.  L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'inspection constate que cette prescription est respectée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



### N° 13 : Désenfumage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Désenfumage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Les cantons de désenfumage sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés.</p> <p>Des exutoires à commande automatique et manuelle font partie des dispositifs d'évacuation des fumées. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p> <p>Le déclenchement du désenfumage n'est pas asservi à la même détection que celle à laquelle est asservi le système d'extinction automatique. Les dispositifs d'ouverture automatique des exutoires sont réglés de telle façon que l'ouverture des organes de désenfumage ne puisse se produire avant le déclenchement de l'extinction automatique.</p> <p>La commande manuelle des exutoires est au minimum installée en deux points opposés de l'entrepôt de sorte que l'actionnement d'une commande empêche la manœuvre inverse par la ou les autres commandes. Ces commandes manuelles sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours depuis les issues du bâtiment ou de chacune des cellules de stockage. Elles doivent être manœuvrables en toutes circonstances.</p>
<p><b>Constats :</b> Par mail en date du 15/11/22, l'exploitant a transmis le rapport de vérification du système de désenfumage réalisé par la société IDEA FRANCE (Montesson (78)) en date du 12/5/22. La conclusion indique que le contrôle est satisfaisant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 14 : Evacuation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.14
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Evacuation du personnel
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Deux issues au moins, vers l'extérieur de l'entrepôt ou sur un espace protégé, dans deux directions opposées, sont prévues dans chaque cellule de stockage d'une surface supérieure à 1 000 m<sup>2</sup>. En présence de personnel, ces issues ne sont pas verrouillées et sont facilement manœuvrables.</p> <p>Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt, l'exploitant organise un exercice d'évacuation. Il est renouvelé au moins tous les six mois sans préjudice des autres réglementations applicables.</p>
<p><b>Constats :</b> Lors de la visite, le locataire présente le dernier exercice d'évacuation réalisé par la société 1erGEST en date du 11/03/2022. Le locataire déclare que le prochain exercice d'évacuation est programmé en décembre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 15 : Conditions de stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.  Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.  Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :  1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m <sup>2</sup> ;  2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;  3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.  En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :  1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;  2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.  La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.  En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,  - la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :  - 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;  - 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.  - la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.  Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.  Le stockage de liquides inflammables non miscibles à l'eau de catégorie 2 (mention de danger H225) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L en stockage couvert.  Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.



Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.

**Constats :** L'exploitant déclare que le seul produit dangereux stocké dans l'entrepôt est du gel hydroalcoolique en petite quantité.

Lors de la visite, l'inspection constate que les conditions de stockage dans la cellule 1 ne sont pas respectées. En effet, du stockage en masse est présent dans la première allée et d'autres zones de stockage en masse sont présentes le long de la paroi.

L'exploitant est tenu de respecter les conditions de stockage en tout temps.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 16 : Détection automatique d'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II \_ art.12

**Thème(s) :** Risques accidentels, DAI

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

**Prescription contrôlée :**

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

**Constats :** L'exploitant déclare que l'alarme incendie est reliée à la mise en marche du système de sprinklage. Un déclenchement manuel est également possible et testé lors des exercices d'évacuation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet



## N° 17 : Formation du personnel

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 13
<b>Thème(s) :</b> Autre, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.
<b>Constats :</b> Le locataire présente les attestations de formation suivantes : - Formation des équipiers de 1er secours / formation manipulation des extincteurs en date du 20/06/22 ( 16 personnes) - Formation guide file / serre file en date du 8/03/22 (7 personnes)  Il présente également les certificats SST en cours de validité (11 personnes)
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 18 : Plan de défense incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan défense incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.  L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, l'exploitant déclare que le plan de défense incendie a déjà été établi. Il présente ce document à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 19 : Foudre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Foudre
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entrepôt est équipé d'une installation de protection contre la foudre respectant les dispositions de la section III de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé.
<b>Constats :</b> Par mail en date du 15/11/22, l'exploitant a transmis le rapport de vérification périodique complète en date du 17/08/22 et réalisé par la société 1GFOUDRE. La conclusion indique que l'installation parafoudre est conforme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



N° 20 : Mesures acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 24.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures acoustiques
<b>Constats :</b> Par mail en date du 29/11/22, l'exploitant transmet le rapport de mesure acoustique réalisé par le bureau d'études VERITAS du 3 au 4 mars 2020 (réf : n° 797621_1_1_1_Rev 0 du 4 mars 2020). Les résultats sont conformes aux exigences réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 21 : Exercice incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II _ art 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, exercice incendie
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> « Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation de tout entrepôt soumis à enregistrement ou à autorisation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe.
<b>Constats :</b> Lors de la visite, le locataire indique qu'aucun exercice incendie n'a été réalisé.  L'inspection rappelle que cet exercice doit être réalisé tous les 3 ans. L'exploitant est tenu de réaliser rapidement cet exercice. Il informera l'inspection de la date de cet exercice.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois



N° 22 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/11/2000, article art 2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Classement ICPE
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  Selon l'arrêté préfectoral n°2000-PREF/DCL 0562 du 16 novembre 2000, l'établissement est classé sous les rubriques :</p> <p>1510-1 : Stockage de produits ou de substances combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans un entrepôt couvert / Volume de l'entrepôt 184 851 m3 / 13600 tonnes de matières combustibles (enregistrement)  2925 : Atelier de charge d'accumulateur, la puissance de courant continu étant supérieur à 50 kW / Puissance de courant utilisable 168 kW (déclaration)</p> <p>Suite à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié en 2021, l'exploitant est tenu de faire son positionnement vis-à-vis de la rubrique 1510.</p> <p><b>Constats :</b> Par courrier du 11/07/2019, l'exploitant a transmis une demande de bénéfice d'antériorité pour la rubrique 2910-A-2 (installation de combustion &gt; 1 MW), puissance thermique de 1,2 MW.</p> <p>Le 16/04/2021, l'exploitant a réalisé son positionnement vis-à-vis de la rubrique 1510 conformément à l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 modifié. L'installation est classée sous la rubrique 1510-2-b (enregistrement).</p> <p>Aussi, le classement ICPE de l'installation est :</p> <p>1510-2-b : Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques / volume de l'entrepôt 184 851 m3 (Enregistrement)  2910-A-2 : Installation de combustion / Puissance thermique 1,2 MW (Déclaration)  2925 : Atelier de charge d'accumulateur / Puissance de courant utilisable 168 kW (Déclaration)</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet